

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 8–11 novembre 2010

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 5 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/5-C/1
7 octobre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

TROISIÈME RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DU PAM POUR L'EXERCICE BIENNAL 2010-2011

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice exécutive adjointe et
Directrice financière, RM*: Mme G. Casar tel.: 066513-2885

Directeur financier adjoint et
directeur de la Division du budget et
de la programmation, RMB**: M. S. O'Brien tel.: 066513-2682

Chef du Bureau du budget,
RMBB***: M. G. Crisci tel.: 066513-2704

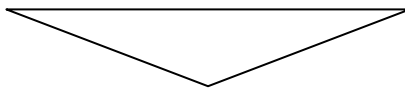
Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle

** Division du budget et de la programmation

*** Service du budget

PROJET DE DÉCISION*



Après avoir examiné le document intitulé "Troisième mise à jour du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011" (WFP/EB.2/2010/5-C/1), le Conseil prend note du montant total prévu du programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011, soit 11,98 milliards de dollars É.-U., hors provision pour besoins imprévus.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. Lorsque le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 a été approuvé, le Secrétariat a réaffirmé qu'il s'engageait à faire régulièrement le point sur sa mise en œuvre. Le présent document est la troisième mise à jour présentée au Conseil. Les informations qu'il contient s'appliquent à la période allant jusqu'au mois de septembre 2010.

GÉNÉRALITÉS

2. Le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011, tel que présenté à l'origine, définissait les grandes lignes du programme de travail pour cet exercice, dont le montant total se chiffrait à 8,95 milliards de dollars (4,6 milliards de dollars pour 2010 et 4,35 milliards de dollars pour 2011), calculé sur la base des besoins prévus uniquement.
3. Le programme de travail prévu couvre les besoins opérationnels, y compris les coûts d'appui indirects (CAI).
4. Le budget administratif et d'appui aux programmes (AAP), d'un montant de 476 millions de dollars, prenait en compte les recettes escomptées au titre des CAI, sur la base des financements attendus et du solde prévu des réserves. Comme le PAM est exclusivement financé par des contributions volontaires, le Secrétariat continuera d'examiner le niveau des dépenses AAP pour veiller à ce qu'il reste supportable.
5. Comme indiqué dans le Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 initial, le programme de travail correspondant excluait toute provision pour besoins imprévus. Il était souligné que des besoins imprévus risquaient de surgir au cours de l'exercice, ce qui alourdirait le programme de travail. Dans les première et deuxième mises à jour du Plan de gestion, présentées respectivement à la première session ordinaire et à la session annuelle du Conseil de 2010, le Secrétariat a annoncé des augmentations du programme de travail à hauteur de 1,8 milliard de dollars.
6. Depuis la dernière mise à jour, divers événements, notamment les inondations au Pakistan et les nouveaux besoins apparus dans la région du Sahel, ont entraîné une augmentation du programme de travail et du nombre des bénéficiaires auxquels le PAM apporte une assistance, qui sont désormais 112 millions. Cette troisième mise à jour donne un aperçu des augmentations et des réductions du programme de travail.
7. Ce document présente aussi une vue d'ensemble des recettes du PAM projetées pour l'exercice ainsi que de la situation de ses ressources extrabudgétaires. Comme les prix des produits alimentaires et des carburants peuvent avoir une forte incidence sur le budget du PAM, le Secrétariat continuera à suivre de près l'évolution des prix des denrées alimentaires à l'aide d'un indice spécifique des prix des céréales fondé sur l'assortiment alimentaire du PAM.
8. À une époque où les contraintes financières sont particulièrement rigoureuses et où la faim atteint des niveaux historiques, il importe de comprendre la portée des différents chiffres présentés dans le présent document. Conformément aux dispositions du Statut du PAM, le programme de travail proposé par le Secrétariat inclut la totalité des besoins opérationnels, CAI compris, correspondant aux interventions demandées par les gouvernements nationaux. Les ressources nécessaires aux fins des opérations sont établies à la lumière des besoins, à partir des conclusions des évaluations menées en collaboration avec les gouvernements et d'autres partenaires. Le cas échéant, le PAM participe à des

évaluations conjointes avec d'autres organismes des Nations Unies, des partenaires et des donateurs.

9. Le programme de travail constitue donc un appel à la mobilisation de ressources sur la base des besoins, tandis que le niveau des activités opérationnelles effectivement conduites dépend entièrement des contributions reçues au cours de la période. Les politiques, les processus opératoires et les contrôles mis en œuvre par le PAM permettent de faire en sorte que les dépenses n'excèdent jamais le montant des contributions versées par les donateurs.

SECTION I – CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME DE TRAVAIL

10. Depuis la dernière mise à jour, le montant du programme de travail du PAM pour 2010-2011 a augmenté de 1,24 milliard de dollars: 516 millions de dollars pour 2010 et 720 millions de dollars pour 2011, principalement sous l'effet des interventions destinées à venir en aide aux populations touchées par les inondations au Pakistan et par la sécheresse dans la région du Sahel. Ainsi, le montant total du programme de travail prévu pour l'exercice biennal est maintenant chiffré à 11,98 milliards de dollars, dont 6,91 milliards de dollars pour 2010 et 5,07 milliards de dollars pour 2011.

Programme de travail pour 2010

11. Comme le montre le tableau 1, le montant du programme de travail pour 2010 a augmenté depuis la deuxième mise à jour, pour s'établir à 6,9 milliards de dollars. Cela représente un accroissement net de 516,6 millions de dollars, les principales hausses concernant le Pakistan, le Niger et le Tchad. Le PAM a également réduit de 410 millions de dollars au total le programme de travail pour 2010 dans 25 pays, dont l'Iraq, la Somalie et le Soudan.

Pays	Plan de gestion initial	Augmentations de la première mise à jour	Augmentations de la deuxième mise à jour	Changements de la troisième mise à jour	Besoins révisés	Besoins révisés en pourcentage des chiffres du Plan de gestion initial
Pakistan	75,4	240,8	111,5	388,7	816,4	983
Niger	35,6	-2,4	111,1	217,5	361,8	916
Tchad	210,9	-2,5	0,0	50,1	258,5	23
Yémen	58,1	3,9	0,0	46,3	108,3	86
Kenya	245,0	0,7	0,0	31,7	277,4	13
Ouganda	84,2	4,4	3,0	28,6	120,2	43
Kirghizistan	11,6	0,3	0,0	24,1	36,0	210
Autres	3 885,2	349,4	971,6	139,6	5 345,8	37
Total partiel	4 606,0	594,6	1 197,2	926,6	7 324,4	59
<i>Réductions</i>				<i>- 410,0</i>		
TOTAL	4 606,0	594,6	1 197,2	516,6	6 914,4	50

* CAI compris

Augmentations pour 2010 depuis la dernière mise à jour

12. Le tableau 1 fait apparaître une augmentation des besoins pour 2010 depuis la précédente mise à jour d'un montant de 926,6 millions de dollars.

Pakistan

13. Depuis la dernière mise à jour, les besoins au Pakistan pour 2010 ont augmenté de 388,7 millions de dollars, dont 342 millions au titre des opérations d'urgence et 46,7 millions au titre des opérations spéciales à l'appui des opérations d'urgence liées aux inondations.
14. Alors que la situation d'urgence se maintient, les inondations au Pakistan constituent aujourd'hui, avec plus de 20 millions de sinistrés, la plus grosse catastrophe humanitaire au monde. Une première opération d'urgence ciblant 1 million de personnes a été lancée le 1^{er} août 2010, quelques jours à peine après le déclenchement de la catastrophe. Une révision budgétaire, chiffrée à 151 millions de dollars, a été approuvée le 20 août 2010, pour tenir compte de l'accroissement des moyens nécessaires pour apporter à 6 millions de bénéficiaires une assistance essentielle à leur survie. Une nouvelle révision budgétaire s'est traduite par une augmentation de 446 millions de dollars, ce qui a porté le montant total des révisions à 597 millions de dollars, pour venir en aide à jusqu'à 7,3 millions de bénéficiaires. Sur ce montant, 342 millions de dollars sont destinés à assurer une assistance alimentaire et des transferts monétaires et à fournir des bons d'alimentation en 2010, tandis que les 255 millions de dollars restants serviront à couvrir les besoins jusqu'en juillet 2011. Dans le cadre de cette opération, le PAM continuera d'apporter à la population concernée une assistance essentielle à sa survie tant que les crues persisteront dans certaines parties du pays, tout en subvenant aux besoins en matière de redressement rapide des habitants d'autres zones qui sont en mesure de regagner leur foyer.
15. L'opération spéciale prévue initialement pour trois mois, avec un budget de 13 millions de dollars, a été prolongée de trois mois, ce qui nécessite un financement supplémentaire de 33,7 millions de dollars. Cette prolongation permettra d'assurer la coordination et l'efficacité du module de la logistique à l'appui des principaux besoins de logistique et de télécommunications répertoriés par la communauté d'aide humanitaire, tout en augmentant la capacité logistique du PAM à l'appui de ses propres opérations.

Niger

16. En 2010, le Niger a été frappé par une crise alimentaire et nutritionnelle majeure, qui a mis en péril la moitié de la population. L'enquête de juin 2010 sur la nutrition et la survie des enfants a révélé des taux alarmants de malnutrition, à laquelle étaient particulièrement exposés les jeunes enfants, situation qui nécessitait des interventions pour sauver des vies. Pour combler les besoins durant la saison de soudure, le PAM a lancé une opération d'urgence en vue d'étendre à plus de 7,8 millions de personnes vulnérables son assistance alimentaire, en distribuant 212 518 tonnes de vivres et en effectuant des transferts monétaires d'une valeur de 500 000 dollars au profit des chefs des familles souffrant de la faim.
17. Au titre de l'opération d'urgence, dont le coût est évalué à 213 millions de dollars pour la période allant d'août à décembre 2010, le PAM, aux côtés du Gouvernement et de ses partenaires, a intensifié son assistance alimentaire dans le but de réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes parmi les populations ciblées touchées par la crise, ainsi que de protéger les moyens de subsistance et de renforcer la capacité des populations vulnérables de résister aux chocs.

18. Face à l'accroissement des besoins, qui représente 200 000 tonnes sur une période de cinq mois, le PAM a augmenté de 4 millions de dollars le financement requis pour l'opération spéciale. Celle-ci appuie l'opération d'urgence en assurant la livraison, l'entreposage et le transport en temps utile de l'assistance alimentaire nécessaire de toute urgence.
19. Comme le mois d'octobre marque la fin de la saison de soudure, le PAM prévoit de réduire progressivement le niveau d'assistance qu'il apporte, compte tenu du fait que les récoltes devraient être bonnes et des perspectives d'amélioration que cela implique s'agissant du bétail. Toute réduction budgétaire qui pourrait résulter de cette évolution de la situation et de l'ajustement des interventions du PAM sera prise en compte dans une prochaine mise à jour du Plan de gestion.

Tchad

20. Au Tchad voisin, et en particulier dans le nord-ouest du pays, l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans était tout aussi inquiétant; une évaluation menée en décembre 2009 à l'échelle nationale a relevé des taux de malnutrition aiguë globale atteignant 26,9 pour cent. Étant donné la forte montée de l'insécurité alimentaire dans la zone sahéenne du Tchad, où la proportion de la population touchée est passée de 41 pour cent en mai 2009 à 61 pour cent en mars 2010, les taux de malnutrition aiguë globale auront en toute probabilité augmenté. Le PAM a donc lancé en mars 2010 une opération d'urgence qui a nécessité 65 millions de dollars de plus pour venir en aide à 740 000 enfants, femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition jusqu'à la fin de l'année 2010. Comme dans le cas du Niger, toute évolution positive de la situation, telle qu'une meilleure récolte, se traduira par un ajustement de l'intervention du PAM à partir d'octobre. Le bureau du PAM au Tchad a réduit de 14,9 millions de dollars ses besoins pour les projets en cours en 2010.

Yémen

21. Le Yémen accuse l'un des pires taux de malnutrition au monde. Le PAM apporte une assistance à plus de 2 millions de bénéficiaires dans le cadre de ses deux opérations d'urgence en cours: i) soutien alimentaire ciblé aux groupes vulnérables touchés par la hausse des prix des produits alimentaires ; et ii) assistance alimentaire aux populations touchées par le conflit dans le nord du Yémen. Le PAM a besoin de 46,3 millions de dollars de plus pour ces deux opérations d'urgence en 2010.
22. Au titre de l'opération visant à apporter un soutien alimentaire ciblé aux groupes vulnérables touchés par la hausse des prix des produits alimentaires, le PAM requiert 16,8 millions de dollars supplémentaires pour couvrir 26 500 tonnes de denrées et les coûts associés. Le PAM prévoit de venir en aide à 1,9 million de bénéficiaires en distribuant chaque mois des rations familiales.
23. Au titre de l'opération concernant l'assistance alimentaire aux personnes touchées par le conflit dans le nord du Yémen, le PAM a besoin de 29,5 millions de dollars en plus pour 2010. En raison de l'instabilité persistante, le nombre des bénéficiaires continue d'augmenter progressivement et devrait atteindre 340 000. L'objectif du PAM dans le cadre de l'opération d'urgence est de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance des personnes déplacées en apportant une assistance alimentaire et nutritionnelle appropriée aux groupes les plus touchés.

Kenya

24. Au Kenya, le PAM a besoin de 31,7 millions de dollars supplémentaires correspondant à 38 800 tonnes de vivres et aux coûts associés. Cette augmentation des ressources nécessaires au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) permettra de répondre aux besoins de 876 000 bénéficiaires touchés par des sécheresses récurrentes. Le PAM fournira des rations individuelles supplémentaires dans le cadre d'un programme de supplémentation alimentaire ciblée destiné aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes atteints de malnutrition modérée, et d'un programme de supplémentation alimentaire généralisée mené à titre préventif dans les cinq districts où les taux de malnutrition sont les plus élevés.

Ouganda

25. La faim en Ouganda a marqué un léger recul ces dernières années, mais elle continue de sévir dans l'ensemble du pays. Même en l'absence de crise particulière, les fréquentes catastrophes naturelles, conjuguées à la violence et à l'extrême pauvreté, ont sapé la capacité de la population de faire face aux chocs.

26. L'opération d'urgence menée en Ouganda (Assistance d'urgence aux communautés victimes de la sécheresse de 2008 dans la région du Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda) continuera de venir en aide tout au long de l'année 2010 à 309 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire, car le taux de malnutrition aiguë reste supérieur au seuil d'alerte et atteint souvent des niveaux critiques dans certaines zones. Le PAM a besoin d'un montant additionnel de 28,6 millions de dollars pour le reste de l'année 2010, afin de stabiliser et, si possible, de réduire la malnutrition aiguë chez les populations les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Kirghizistan et Ouzbékistan

27. Face aux violences interethniques qui ont éclaté au Kirghizistan en avril 2010, le PAM a lancé sans tarder une opération d'urgence d'un montant évalué à 1 million de dollars au Kirghizistan et en Ouzbékistan, où un grand nombre des personnes touchées avaient trouvé refuge. Le PAM a besoin de 23,1 millions de dollars supplémentaires pour se procurer 28 300 tonnes de vivres afin de venir en aide à 560 000 bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire en assurant jusqu'à la fin de l'année des distributions générales de vivres et l'alimentation des collectivités.

Réductions opérées en 2010 depuis la dernière mise à jour

28. Outre les augmentations, le tableau 1 fait aussi apparaître une réduction totale des besoins pour 2010 s'élevant à 410 millions de dollars par rapport à la précédente mise à jour.

29. Cette réduction des besoins opérationnels, qui concerne 25 pays, est due à l'évolution de la situation, au renforcement des processus permettant de ne répertorier que les besoins les plus essentiels et aux mesures prises pour déterminer les besoins opérationnels en fonction de prévisions de financement plus réalistes.

30. Le bureau du PAM en Somalie a réduit de 46,3 millions de dollars ses besoins pour 2010. Du fait des problèmes d'accès et de l'absence d'évaluations, le nombre des bénéficiaires a été ramené à 1,9 million (au lieu de 3,6 millions au départ), et le montant nécessaire en 2010 est de 292 millions de dollars. En conséquence, le volume global de denrées a été réduit de 60 500 tonnes, soit un montant de 18,7 millions de dollars, et les coûts de transport ont diminué de 24,6 millions de dollars. La réduction du volume de

vivres est également due à une baisse de la quantité de céréales requise pour les rations au titre des distributions générales de vivres, convenue avec le module de la nutrition.

31. Le bureau du PAM en Iraq a réduit de 200 millions de dollars ses besoins afin qu'ils concordent avec les perspectives de financement de l'IPSR. Au titre de l'intervention initiale, le bureau avait prévu d'apporter une assistance à près de 1,8 million de bénéficiaires répartis dans 41 districts. Dans le cadre de l'IPSR révisée, le PAM appuiera 267 300 bénéficiaires dans huit districts, le but étant de venir en aide aux groupes les plus vulnérables et d'axer l'action menée sur l'alimentation scolaire afin de relever le taux de fréquentation. Dans le cadre de cette IPSR, les besoins alimentaires globaux ont été revus à la baisse; leur montant est désormais estimé à 15,3 millions de dollars, contre 115 millions de dollars précédemment, ce qui représente une réduction de la quantité de vivres de 164 483 tonnes. Cette diminution du tonnage a entraîné une baisse sensible des coûts associés, d'un montant total de 100 millions de dollars.
32. L'opération d'urgence au Soudan affiche également des réductions en 2010, d'un montant de 14,4 millions de dollars au titre des coûts associés. Les besoins en produits alimentaires restent inchangés, mais les coûts du transport extérieur ainsi que du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention ont baissé sous l'effet de la révision de la stratégie d'achat du bureau de pays, du suivi permanent des tarifs locaux de transport et des négociations engagées avec les transporteurs. Le réajustement des salaires du personnel local s'est traduit par une réduction du budget des coûts d'appui direct (CAD) de plus de 5,8 millions de dollars.
33. Les autres réductions ont porté sur les opérations dans 22 pays.

Récapitulatif du programme de travail pour 2010

34. Les principaux changements apportés au programme de travail pour 2010 par rapport au Plan de gestion initial sont récapitulés au tableau 2.

TABLEAU 2: AUGMENTATIONS DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'ANNÉE 2010 (en millions de dollars)*				
Pays	Plan de gestion initial	Augmentation globale	Besoins révisés	Besoins révisés en pourcentage des chiffres du Plan de gestion initial
Pakistan	75,4	741,0	816,4	983
Haïti	97,9	535,5	633,4	547
Région du Sahel**	269,2	393,0	662,2	146
Corne de l'Afrique***	1 052,3	295,8	1 348,1	28
Autres	3 111,2	343,1	3 454,3	11
TOTAL	4 606,0	2 308,4	6 914,4	50

*CAI compris

**Sont compris dans la région du Sahel les besoins du Niger, du Tchad et du Cameroun.

***Sont compris dans la corne de l'Afrique les besoins de l'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie et de l'Ouganda.

35. Le tableau 2 fait apparaître une augmentation du programme de travail de 2,3 milliards de dollars pour 2010. Cette importante augmentation est en grande partie due à l'accroissement des besoins au Pakistan, en Haïti, dans la région du Sahel et dans la corne de l'Afrique, représentant un montant total de 1,96 milliard de dollars, soit 85 pour cent de l'augmentation globale.

Programme de travail pour 2011

36. Les dernières prévisions relatives au programme de travail pour 2011, soit 5,07 milliards de dollars, représentent une augmentation de 720 millions de dollars par rapport au programme de travail initial qui était de 4,35 milliards de dollars. Cette augmentation est elle aussi principalement due aux nouveaux besoins dans la région du Sahel, au Pakistan, dans la corne de l'Afrique et en Haïti.

37. Par rapport aux dernières projections établies en 2010, soit 6,9 milliards de dollars, le programme de travail prévu pour 2011 marque une baisse de 1,84 milliard de dollars, soit 27 pour cent, due au fait que les besoins pour 57 pays devraient être inférieurs à ceux prévus dans la dernière version du programme de travail établi en 2010.

38. Bien que les besoins pour 2011 semblent en baisse par rapport à 2010, on observe que le programme de travail pour 2010 s'est déjà alourdi de besoins imprévus substantiels apparus en cours d'année, comme indiqué ci-dessus. Il est probable qu'il en ira de même en 2011.

39. Le programme de travail pour 2011 sera exposé plus en détail dans la quatrième mise à jour du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011.

SECTION II: NIVEAU DE RESSOURCES PROJETÉ

40. Le Plan de gestion initial du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 tablait sur un montant de recettes de 7,5 milliards de dollars, qui devait permettre de générer 476 millions de dollars au titre des CAI. Les prévisions actuelles de financement pour 2010-2011 sont chiffrées à 7,45 milliards de dollars pour un programme de travail de 11,98 milliards de dollars.

41. En 2010, le PAM s'attend à recevoir 3,7 milliards de dollars, pour financer des besoins évalués à 6,9 milliards de dollars. Les perspectives de financement pour 2010 ont été légèrement revues à la baisse (réduction de 50 millions de dollars), en raison des taux de change défavorables, de la récession économique qui affecte plus fortement que prévu les niveaux d'aide publique au développement, des sécheresses entraînant un recul des dons en nature et de la multiplication des crises humanitaires, qui se concurrencent entre elles.

42. L'augmentation du programme de travail ne s'accompagne pas d'une hausse proportionnelle des financements.

Principaux aspects de la mobilisation des ressources pour 2010

43. Au 26 septembre 2010, le PAM avait reçu 2,88 milliards de dollars. La tendance observée est dans l'ensemble similaire aux années antérieures, les 10 principales sources de financement fournissant 80 pour cent de la totalité des fonds et les ressources se situant à des niveaux à peu près identiques à ceux de l'année dernière à la même époque. Toutefois, ces chiffres sont le résultat de diverses tendances sous-jacentes, reflétant la nouvelle

orientation impulsée aux relations avec les donateurs selon les axes indiqués dans le document intitulé "Mobilisation de ressources dans un environnement en mutation"¹.

44. Témoinnant du soutien constant apporté à son action et de l'engagement croissant en faveur de ses opérations dans le sillage des crises provoquées en 2008 par la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants, le PAM a obtenu de la part de 39 pays donateurs des financements dont le montant est supérieur aux moyennes de la période 2005-2007.
45. L'augmentation enregistrée ces dernières années des contributions provenant d'États dans lesquels le PAM apporte une assistance est une évolution particulièrement bienvenue. Dix-huit gouvernements appartenant à cette catégorie ont contribué à hauteur de 81 millions de dollars. Le plus gros don, d'un montant de 36 millions de dollars apportés par le Gouvernement du Népal, doit servir à financer une assistance sous forme de produits alimentaires, de transferts monétaires et de supplémentation en micronutriments pour les enfants âgés de moins de 5 ans, ainsi que des projets visant des actifs communautaires propres à améliorer la production de cultures locales et les revenus dans quelque 26 districts en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave.
46. Le couplage des contributions en produits à des dons en espèces est une bonne illustration de l'essor continu des partenariats du PAM avec les économies émergentes et les pays en développement; en 2010, cette formule a jusqu'à présent permis à sept gouvernements - Algérie, Bangladesh, Brésil, Kenya, Malawi, Soudan et Thaïlande, de faire 25 contributions en nature. Le Gouvernement algérien a fourni 15 000 tonnes de riz d'une valeur de 10 millions de dollars pour six pays d'Afrique, ce qui représente, en volume, la plus grosse contribution en nature reçue de ce gouvernement depuis 2003. Au Soudan, le Gouvernement d'Unité nationale a donné 4 105 tonnes de sorgho pour l'IPSR du PAM en Éthiopie. Les Gouvernements du Bangladesh, du Kenya et du Malawi ont fourni des contributions en nature aux opérations menées par le PAM dans leurs propres pays pour la cinquième année consécutive.
47. Par ailleurs, les Gouvernements du Brésil et de la Thaïlande ont participé à l'élan de générosité suscité par le séisme en Haïti sous forme de contributions en nature d'une valeur de 11 millions de dollars et de 2,5 millions de dollars respectivement. Le Gouvernement espagnol a couvert à hauteur de 17,6 millions de dollars les coûts associés au don du Brésil, tandis que les Gouvernements de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse ont financé conjointement la livraison du riz offert par le Gouvernement thaïlandais. Au lendemain du séisme, les gouvernements de la Colombie et du Bénin ont versé des contributions en espèces de 50 000 dollars et 32 000 dollars respectivement.
48. Les efforts entrepris par le PAM pour renforcer les partenariats avec les pays du Golfe et les États arabes, qui appuient de longue date les activités humanitaires, principalement à travers l'aide bilatérale et les organisations non-gouvernementales (ONG), ont également porté leurs fruits, comme en témoignent les contributions substantielles du Gouvernement d'Oman et du Royaume d'Arabie saoudite. Le Gouvernement d'Oman a versé 26 millions de dollars au profit des activités du PAM en République arabe syrienne, ce qui constitue un record.
49. À l'échelle mondiale, des initiatives telles que l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire, qui est appuyée par un engagement de 22 milliards de dollars sur trois ans, et celles qui ont fait suite, comme l'Initiative alimentaire pour l'avenir ("Feed the Future") lancée par les États-Unis, mettent en route des programmes sous la conduite des pays, pour

¹ WFP/EB.1/2010/5-B/Rev.1

lesquels le Secrétariat estime que le PAM a un avantage comparatif: en effet il a collaboré avec les gouvernements nationaux à la mise en place de dispositifs de protection sociale fondés sur des activités productives appuyées par une aide alimentaire qui permettent aux populations bénéficiaires d'exploiter les opportunités de développement tout en les protégeant pendant les périodes difficiles. Le PAM est bien placé pour tirer parti de ces initiatives ainsi que de programmes tels que la Facilité alimentaire de l'Union européenne et l'Initiative pour la sécurité sanitaire mondiale. Il est cependant impératif que les activités correspondent aux objectifs des politiques et des programmes du PAM.

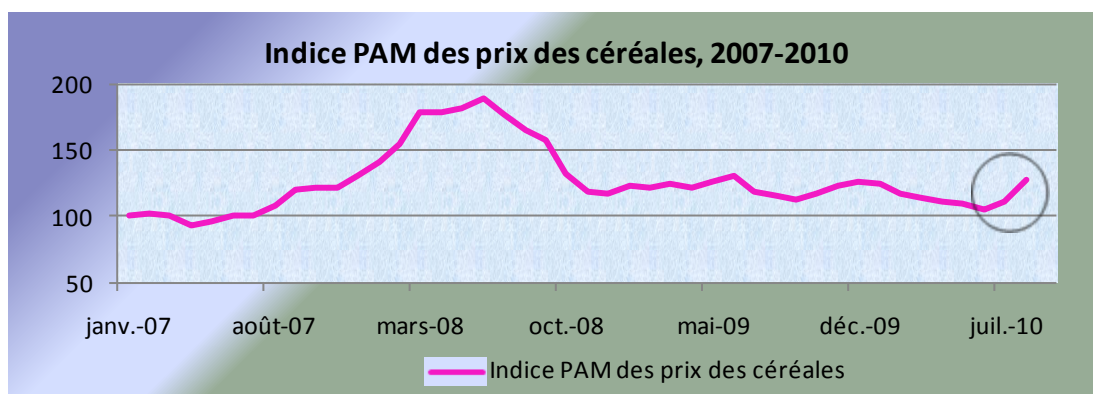
50. Le Comité pour l'affectation stratégique des ressources continue de jouer le rôle décisif qui est le sien puisqu'il est chargé d'affecter les ressources aux opérations ayant les besoins les plus importants. En 2010, les contributions multilatérales, qui se chiffrent à 286 millions de dollars, représentent 10 pour cent de la totalité des contributions reçues jusqu'à présent. Les Gouvernements de la Suède, des Pays-Bas, du Danemark, de l'Australie, de l'Allemagne, de la Norvège et de la Finlande restent les plus gros pourvoyeurs de contributions multilatérales.

SECTION III: RÉPERCUSSIONS DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES PRODUITS DE BASE ET DES CARBURANTS SUR LE BUDGET DU PAM

51. Le PAM se prépare à réagir à l'évolution récente des marchés des produits de base en explorant les possibilités de s'approvisionner sur de nouveaux marchés à des prix compétitifs.
52. En dépit de deux années consécutives de production record de céréales (2009–2010), l'éventualité d'une répétition de la crise mondiale des prix des produits alimentaires de 2007/2008 et de ses répercussions sur la stabilité des prix du marché et sur la sécurité alimentaire suscite depuis peu des inquiétudes croissantes. La grave sécheresse qui sévit dans les principaux pays exportateurs de blé et d'orge de la région de la mer Noire de la Fédération de Russie, au Kazakhstan et en Ukraine est jugée préoccupante pour l'approvisionnement mondial en blé pendant la campagne de commercialisation 2010/2011.
53. Les dernières prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) annoncent pour 2010 une production céréalière mondiale d'environ 2 239 millions de tonnes, chiffre inférieur de 1 pour cent seulement au résultat de l'année dernière, qui en ferait la troisième plus grosse récolte jamais enregistrée. Ce recul est imputable en grande partie à la baisse de la production céréalière dans les pays de la Communauté d'États indépendants (CEI). Selon les prévisions actuelles, la production céréalière de 2010, associée aux importants stocks accumulés, devrait suffire à couvrir l'utilisation mondiale de céréales telle qu'elle est prévue pour 2010/2011. À l'échelle mondiale, à la fin de la campagne de commercialisation 2010/2011, le rapport stock-utilisation n'aura que très légèrement baissé pour s'établir à 23 pour cent, ce qui reste nettement supérieur aux 19,6 pour cent enregistrés pendant la période de crise alimentaire 2007/2008².
54. Le PAM suit l'évolution des prix mondiaux des céréales à l'aide d'un indice des prix établi à partir des données de la FAO, du Conseil international des céréales et du bulletin trimestriel "Market Monitor" publié par le PAM, qui présente des informations à propos de

² FAO, Perspectives de récoltes et situation alimentaire, septembre 2010

l'évolution des prix des principales denrées de base et de leurs répercussions potentielles sur le coût de l'assortiment alimentaire de base du PAM.



55. Malgré la forte hausse de l'indice des prix des céréales établi par le PAM enregistrée ces huit dernières semaines, le budget global prévu par le PAM pour les produits de base durant l'exercice biennal 2010-2011 reste suffisant.
56. Les cours des carburants ont augmenté ces derniers mois de 6 dollars le baril, mais le budget transport du PAM pour l'exercice 2010-2011 reste suffisant.

SECTION IV: GESTION DES COÛTS D'APPUI INDIRECTS

Situation du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes (AAP)

57. Comme indiqué dans les états financiers vérifiés pour 2009, le solde du Compte de péréquation des dépenses AAP se chiffrait à 152 millions de dollars au 31 décembre 2009. Les prévisions relatives au Compte de péréquation des dépenses AAP, y compris le financement des engagements afférents au personnel pour 2011 et les dépenses AAP approuvées, sont présentées au tableau 3.

Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2010 ³		152,0
Recettes projetées pour 2010-2011 (taux de recouvrement des CAI de 7%)		473,0
Dépenses AAP approuvées pour 2010-2011	(479,4)	
Crédit exceptionnel pour 2010-2011	(25,9)	
Transfert de dépenses pour 2010-2011 sur le Compte de péréquation des dépenses AAP (montant approuvé)	(38,9)	
Total partiel, dépenses		(544,2)
Solde prévu au 31 décembre 2011		80,8

³ "Compte annuels vérifiés de 2009" (WFP/EB.A/2010/6-A/1)

58. L'estimation du solde tient compte de la réaffectation approuvée de dépenses se montant à 38,9 millions de dollars, préalablement imputées à la portion non affectée du Fonds général, qui représentent la part à la charge du PAM des budgets du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (24,4 millions de dollars) et du Fonds pour la sécurité (14,5 millions de dollars).
59. Le solde prévisionnel du Compte de péréquation des dépenses AAP à la clôture de l'exercice biennal a été réduit de 3 millions de dollars en raison d'une baisse des recettes, et il est actuellement estimé à 80,8 millions de dollars. Ce chiffre reste supérieur au solde de clôture prévu à hauteur de 44,5 millions de dollars dans le Plan de gestion initial du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011. Le solde du Compte de péréquation des dépenses AAP avait été sous-estimé car plusieurs contributions importantes ont été reçues pendant le dernier trimestre de 2009. Ce solde est conforme à l'objectif qui consiste à conserver sur le Compte de péréquation un montant équivalant à quatre mois de dépenses AAP.
60. Le Secrétariat, pleinement conscient qu'il importe de maintenir le solde du Compte de péréquation des dépenses AAP au niveau cible, continuera de surveiller tant les recettes au titre des CAI que les dépenses AAP pour s'assurer que celles-ci restent dans les limites des projections. Le Conseil d'administration sera tenu informé de la situation de ce compte tout au long de l'exercice biennal.

SECTION V: POINT SUR LES RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES

61. Dans le Plan de gestion initial pour l'exercice biennal 2010-2011, les prévisions tablaient sur des ressources extrabudgétaires s'élevant à 506 millions de dollars. Ce montant prévisionnel a été révisé à 578,3 millions de dollars pour prendre en compte des ressources extrabudgétaires récemment confirmées qui n'avaient pas été prévues: 309 millions de dollars au titre des comptes spéciaux, 257,3 millions de dollars au titre des fonds fiduciaires (194,5 millions de dollars pour des pays spécifiques et 62,8 millions de dollars pour les fonds généraux) et 12 millions de dollars au titre des opérations bilatérales.
62. Les ressources extrabudgétaires demeurent une source de financement capitale pour investir dans l'innovation et le renforcement des capacités du PAM ainsi que dans le renforcement des capacités des partenaires, éléments indispensables pour se conformer au Plan stratégique 2008-2013.
63. Les ressources extrabudgétaires reçues à ce jour se chiffrent à 228,5 millions de dollars, ce qui représente 39 pour cent des besoins estimatifs révisés pour l'exercice 2010-2011.
64. Environ 114,5 millions de dollars ont été reçus au titre des comptes spéciaux, représentant 37 pour cent du montant révisé de 309 millions de dollars prévu pour l'exercice 2010-2011. Les recettes des comptes spéciaux correspondent principalement à la prestation de services spécifiques dans le domaine de la logistique et des technologies de l'information. Un nouveau compte spécial doté de 10 millions de dollars a été créé au titre des technologies de l'information pour compléter le compte déjà établi; il servira à financer l'achat de licences et de services informatiques nécessaires sur le terrain et à recouvrer les fonds correspondants.
65. Sur les 194,4 millions de dollars prévus au titre des fonds fiduciaires pour des pays spécifiques, 60 millions de dollars, soit 31 pour cent, ont été reçus en 2010. Les montants perçus au titre des fonds fiduciaires généraux s'établissent actuellement à 51 millions de dollars, ce qui représente un déficit de 19 pour cent. L'ouverture d'un fonds fiduciaire général pour financer le renforcement institutionnel à l'appui du Plan stratégique est en cours de négociation.

66. Au cours de l'exercice biennal, 31 fonds fiduciaires nouveaux, dotés de 28,3 millions de dollars au total, ont été créés pour financer le renforcement des capacités dans des pays mettant en œuvre des solutions au problème de la faim, de nouvelles approches de l'alimentation scolaire et de la nutrition, une panoplie de mesures de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques, et des analyses de la sécurité alimentaire.
67. Le Gouvernement canadien a récemment confirmé une contribution de 19 millions de dollars pour appuyer le mécanisme d'achat anticipé du PAM. Ces fonds serviront à renforcer les moyens du mécanisme afin de permettre l'achat de produits non céréaliers. On procédera à titre expérimental à des opérations d'achat de quantités limitées destinées au prépositionnement de stocks, au moment où les prix sont avantageux pour le PAM.
68. Le PAM s'emploie à étendre son programme intitulé "les bons aliments au bon moment", qui vise la période décisive allant de la conception de l'enfant à son deuxième anniversaire, en fournissant en 2010 à plus de 1 million de jeunes enfants des aliments nutritifs, y compris dans le cadre des opérations d'urgence de grande envergure menées en Haïti, au Niger et au Pakistan. Le partenariat REACH, hébergé par le PAM, est opérationnel en Mauritanie et en République démocratique populaire lao, tandis que d'autres pays en sont à différents stades de préparation, dont la Sierra Leone, le Bangladesh, le Mozambique et le Rwanda. Dans le domaine du VIH et du sida, un soutien technique a été apporté afin d'intégrer l'alimentation et la nutrition dans les stratégies nationales de lutte contre le sida, alors qu'un appui nutritionnel et alimentaire a été inclus aux activités de lutte contre la tuberculose et le VIH dans cinq pays d'Asie et 14 pays d'Afrique.
69. Le déficit de financement des fonds fiduciaires généraux, chiffré actuellement à 12 millions de dollars, retarde la mise en œuvre du Plan stratégique au niveau des pays, qui passe par le financement de stratégies de pays et d'activités dans les domaines suivants: gestion des résultats, protection sociale, suivi et gestion des informations en matière de sécurité alimentaire, transferts monétaires et bons, partenariats et transfert des responsabilités, et alerte rapide et préparation aux situations d'urgence.

ANNEXE I

ANALYSE DES BESOINS IMPRÉVUS

1. Comme souligné dans le plan de gestion initial du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011, les mises à jour du programme de travail projeté pour 2010-2011 ne prennent en compte que les besoins prévus, c'est-à-dire ceux des opérations en cours et de leurs phases ultérieures prévisibles. Aucune provision n'est faite pour les besoins imprévus.
2. Ainsi que l'a demandé le Comité financier de la FAO à sa 133^e session, on trouvera ci-dessous une comparaison entre les plans de gestion initialement approuvés pour les exercices antérieurs et les programmes de travail définitifs.
3. Au cours de la première année de l'exercice biennal, le programme de travail a augmenté de 3 milliards de dollars au regard du Plan de gestion initial du PAM pour 2010-2011, ce qui représente une majoration de 34 pour cent.
4. Le tableau A.1 récapitule les besoins imprévus par rapport aux plans de gestion initiaux du PAM pour les cinq derniers exercices biennaux.

TABLEAU A. I: RÉTROSPECTIVE DES BESOINS IMPRÉVUS				
	Plan de gestion (en millions de dollars)	Besoins imprévus (en millions de dollars)	Montant total du programme de travail final (en millions de dollars)	Augmentation (en pourcentage)
2002–2003	2 931	2 689	5 620	92
2004–2005	4 784	1 076	5 860	22
2006–2007	6 198	252	6 450	4
2008–2009	5 792	5 987	11 779	103
2010-2011*	8 953	3 031	11 984	34
Moyenne 2002–2011	5 732	2 607	8 339	45

*À l'exclusion de tous besoins imprévus pour 2011.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	Budget administratif et d'appui aux programmes
CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non-gouvernementale
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention